



Interview : La DGSE a facilité le convoyage de la bombe utilisée au Bd Amirouche

Par [Jean-Loup Izambert](#) et [Mohamed El-Ghazi](#)

Mondialisation.ca, 16 décembre 2015

[Algérie Patriotique](#)

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Algeriepatriotique : Une série d'attentats terroristes, sans précédent, a frappé la capitale française. Quelle analyse faites-vous de ces attaques ?

Jean-Loup Izambert : Ces attaques ne sont qu'un petit échantillon du drame que vivent chaque jour les citoyens syriens, irakiens, palestiniens et des pays du Maghreb comme l'ont surtout vécu les Algériens dans les années noires de 1990. Elles sont le fait de groupes de la même mouvance idéologique que ceux que les dirigeants occidentaux, tout particulièrement étasuniens, anglais et français, protègent depuis la fin des années quatre-vingt. Ces groupes sont tous, d'une manière ou d'une autre, en rapport avec les services occidentaux des mêmes pays, principalement étasuniens. Dès 1945, les services étasuniens ont utilisé les Frères musulmans contre les pays socialistes. Puis, à la fin des années quatre-vingt, les Anglais et les Français ont collaboré avec la CIA, les services pakistanais et saoudiens pour renverser la jeune République laïque afghane. En 1982, le président François Mitterrand a fait sélectionner et exfiltrer d'Afghanistan des chefs de groupes criminels par la DGSE afin que ceux-ci soient entraînés en France dans les camps militaires de Cercottes, Caylus et de la Braconne. Depuis, les amitiés franco-terroristes n'ont cessé de se développer et de se matérialiser dans plusieurs conflits régionaux (Yougoslavie, Liban, Algérie, Tunisie, Palestine). En 2011, le président Sarkozy a armé et apporté, avec l'Otan, un soutien militaire à des groupes criminels pour renverser le gouvernement libyen. A sa suite, le président Hollande a armé et soutenu politiquement des groupes criminels contre la République syrienne. Les services occidentaux, dont la DGSE française, les conseillent pour déstabiliser les pays arabes laïcs, les entraînent à la guérilla, les arment, les approvisionnent en matériel militaire. Ces actions de guerre s'ajoutent aux sanctions - unilatérales et illégales en regard du droit international - économiques, diplomatiques et aux pressions de toutes sortes, principalement financières pour mettre les Etats à genoux. Il s'agit d'une politique coloniale qui vise à déstabiliser ces Etats pour permettre aux transnationales capitalistes de s'emparer de leurs richesses. Ces attentats ne sont donc qu'un petit retour de flamme du jeu de ces puissances coloniales avec le terrorisme. Il n'y a donc pas de raison pour que celles-ci restent à l'abri des crimes qu'elles font commettre en Syrie par ces groupes qu'elles organisent, financent, arment et entraînent.

Vous venez d'éditer votre livre intitulé 56, l'Etat français complice de groupes criminels. La France officielle est-elle réellement complice ou est-ce une métaphore pour expliquer

comment la politique étrangère de Paris a renforcé ces groupes ?

Ce n'est pas une métaphore. La France officielle est engagée au plus haut niveau de l'appareil d'Etat, c'est-à-dire la présidence française, mais également plusieurs ministres de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense, dans la protection et le soutien à ces groupes terroristes. Vous avez pu voir les preuves que je produis dans le tome 1 de mon livre. Par exemple, le pouvoir politique français a protégé de la fin des années quatre-vingt à 2011 des membres d'organisations des Frères musulmans recherchés par l'Organisation internationale de la police criminelle - Interpol - pour, je cite l'une des fiches d'Interpol concernant plusieurs d'entre eux, « association à une organisation extrémiste de terroristes ». Une telle protection accordée à plusieurs individus membres de la même organisation politique, durant près d'une vingtaine d'années et qui sont tous recherchés par Interpol pour des crimes graves, ne peut venir que de décisions politiques prises au plus haut niveau de l'Etat. Le pouvoir politique français continue d'instrumentaliser le terrorisme contre la République arabe syrienne comme il l'a fait hier contre la Grande Jamahiriya arabe libyenne et contre les autres pays du Maghreb. Quels sont ses partenaires ? Encore une fois, les Frères musulmans. Derrière leur façade de confrérie religieuse musulmane, ceux-ci sont en réalité le principal groupe politique qui collabore avec les dirigeants impérialistes occidentaux pour renverser les Etats les plus modernes du monde arabe. Le Conseil national syrien, qui n'a rien de national et de syrien, est une structure créée de toutes pièces par les Frères musulmans avec le soutien des services occidentaux et des dictatures turque et du Golfe. De même, l'Armée syrienne libre, l'ASL, n'est que la copie de l'Armée de libération de la Syrie (ALS) créée en 1982 par les mêmes Frères musulmans « syriens » pour tenter de renverser la République laïque syrienne. Ce que le pouvoir français désigne du vocable d'« opposition modérée » n'existe que dans les salons occidentaux. Celle-ci n'est qu'un ramassis d'exilés en mal de pouvoir, de comploteurs, de trafiquants et de criminels. C'est pourquoi il m'a semblé nécessaire de consacrer deux chapitres à ces « opposants modérés » afin de dresser leur portrait de famille. La plupart d'entre eux sont du reste liés aux milieux atlantistes et/ou sionistes.

Vous expliquez la manière dont des dirigeants français finançaient des groupes terroristes depuis plus de vingt-cinq ans. Pour quels buts la France financerait-elle les groupes terroristes ?

Les dirigeants français ne financent pas ces groupes. Ce sont surtout les Etats-Unis qui les financent par le biais d'associations et les dictatures du Golfe, principalement l'Arabie Saoudite et le Qatar. Comme je le rapporte dans le tome 1 de 56 en citant les noms et les activités de plusieurs d'entre eux, les principaux financiers de ces groupes criminels sont basés au Qatar et en Arabie Saoudite. Concernant l'Etat Islamique, après avoir été organisé par les services étasuniens en 2004, il s'est développé en Irak en 2006 avec pour mission de déstabiliser les Républiques irakienne et syrienne. Si les Etats-Unis sont la « mère porteuse » de ce groupe terroriste, celui-ci a organisé par la suite son autofinancement. Ses principales ressources viennent du vol de banques, de l'impôt qu'il lève dans les territoires qu'il occupe, des trafics de drogue, d'armes et d'êtres humains, mais surtout de celui du pétrole. La Turquie a permis à ce groupe criminel de se développer en ouvrant la frontière turco-syrienne aux milliers de camions-citernes qui opèrent ce trafic entre les champs de pétrole syriens occupés par l'Etat Islamique et des ports turcs avec la complicité de sociétés turques. Le jeu de la France avec les groupes terroristes est surtout axé sur le soutien politique et militaire. Mais on ne peut traiter de la question du développement du terrorisme sans traiter de son origine, du « terreau » sur lequel il prospère. La question de fond est

économique. Le capitalisme est en crise et les guerres qui se succèdent depuis les années quatre-vingt-dix ne sont en rien des guerres civiles comme les médias officiels français tentent de l'accréditer.

Pourquoi ?

Parce que les Etats-Unis sont entrés dans une récession sans retour avec, depuis les années 2000, une augmentation progressive de la pauvreté et de la très grande pauvreté, un dollar en déclin continu et une dette publique qui ne peut plus être remboursée. Celle-ci est aujourd'hui de 18 900 milliards de dollars et représente plus de 110% du produit intérieur brut. Mais en réalité, la dette réelle totale des Etats-Unis est bien supérieure à la seule dette publique. Onubre Einz, analyste financier spécialiste des crises économiques et des Etats-Unis, souligne que « la dette totale des Etats-Unis fait la synthèse de plusieurs dettes : la dette des ménages, constituée par les crédits hypothécaires immobiliers et les crédits à la consommation, la dette des entreprises non financières, la dette des administrations publiques et la dette des entreprises du secteur financier. En 2013, cette dette totale s'élevait à 54 949 milliards de dollars ! » Et, depuis, celle-ci n'a fait qu'augmenter. En réalité, les Etats-Unis sont un pays complètement insolvable. Une situation analogue se développe et touche aujourd'hui comme un cancer tous les pays capitalistes d'Europe et le Japon. Pour sauver leurs privilèges et leur système, les grands propriétaires privés de la finance et de l'économie, cette classe capitaliste des hyper-riches, doivent s'approprier par tous les moyens les principales richesses des peuples pour en tirer un profit maximum immédiat. C'est la condition indispensable au renflouement des grandes banques et institutions financières capitalistes en faillite.

A qui profitent les guerres qui se succèdent depuis le début des années quatre-vingt-dix ?

Aux transnationales capitalistes, principalement étasuniennes. Cette appropriation de nouveaux « territoires économiques » vise bien évidemment les pays disposant de richesses. Pour les impérialistes, les Etats qui protègent les richesses de leur peuple, leur souveraineté et s'opposent à leur pillage doivent être abattus, car ils constituent des obstacles à l'enrichissement de leurs transnationales. Il n'y aurait pas eu d'agression occidentale contre l'Irak, la République fédérative de Yougoslavie, la Palestine, la Libye ou la Syrie si ces pays avaient été gouvernés par des dictateurs pro-occidentaux comme en Turquie ou des valets comme au Qatar ou en Arabie Saoudite. Les impérialistes ont besoin de la guerre pour survivre. L'état-major du crime contre les peuples est à Washington et les dirigeants français ne sont que les idiots utiles aux guerres du cartel des prédateurs. Aussi, il ne peut y avoir d'assèchement du « terreau » du terrorisme sans rupture avec le capitalisme. Ainsi que l'observe Kamel, un agent d'un service travaillant avec la Sûreté nationale marocaine sur les filières terroristes et dont je rapporte les propos dans le tome 2 de 56, « si les jeunes que nous arrêtons avaient eu une enfance heureuse, s'ils avaient pu faire des études, avoir un bon métier et un bon salaire, croyez-vous qu'il leur serait venu à l'idée de devenir des criminels ? Sans doute n'auraient-ils même pas fréquenté les mosquées ! »

Pourquoi la France officielle a-t-elle abrité les terroristes du GIA et véhiculé l'idée du « qui tue qui » accusant l'armée algérienne des atrocités commises par le bras armé du FIS, selon vous ?

Les dirigeants français qui se succèdent au pouvoir depuis les années soixante-dix sont tous liés aux cercles atlantistes et sionistes. Leur politique vis-à-vis des pays du Maghreb et

d'Israël vise à diviser les premiers entre eux et, si possible, les déstabiliser pour mieux protéger le second qui est leur principale plate-forme politique et militaire sur la Méditerranée, la « mer aux trois continents », et le Moyen-Orient. Une fois encore, le poison du fanatisme religieux va servir les intérêts des colonialistes. Au-delà de leurs discours officiels sur l'union des peuples de la Méditerranée, les actes des dirigeants français sont des actes de guerre larvée ou ouverte. Contre l'Algérie comme contre la Libye de Kadhafi et la Syrie de Bachar Al-Assad, ils recourent à la vieille méthode de propagande nazie : ils inversent la réalité des faits, rendent leurs victimes responsables de leurs crimes et font du mensonge d'Etat la vérité officielle. Leurs agressions contre les peuples arabes ne sont que la continuité de leur politique économique. Ils ont procédé de même envers l'Algérie, accusant l'armée algérienne des atrocités commises par les individus qu'ils protégeaient avec l'espoir d'installer à Alger un gouvernement à leur solde ou le chaos pour piller un peu plus les richesses de l'Algérie, en faire une nouvelle base sur l'Afrique et neutraliser le mouvement d'émancipation des peuples. La politique de François Hollande comme celle de Nicolas Sarkozy s'inscrivent dans le droit fil de la politique colonialiste de Guy Mollet et François Mitterrand. Je pense, du reste, que face à tant d'offenses répétées dans le temps, l'Algérie gagnerait à créer de nouvelles coopérations mutuellement avantageuses avec la Fédération de Russie et d'autres pays de l'Organisation de la coopération de Shanghai (OCS) plutôt que de continuer de stagner dans le glacis des vieux accords avec les transnationales de pays occidentaux - Etats-Unis et France notamment - dont les dirigeants ne cessent de se livrer à des coups bas contre la société algérienne.

Vous évoquez une opération montée par la DGSE contre l'Algérie avec un trafiquant d'armes. De quoi s'agit-il exactement ?

Au début des années 1990, des dirigeants de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) ont instrumentalisé plusieurs des membres des organisations de la nébuleuse du Front islamique du salut. Ils pensaient ainsi déstabiliser la Tunisie et l'Algérie tout en croyant préserver la France du développement de leurs réseaux. Sous couvert du pseudonyme d'Omar Nasiri, un Marocain résidant en Belgique devenu informateur de la DGSE, a révélé, en 2006, un exemple des manipulations du service de renseignement militaire français avec des groupes comme le GIA. Alors qu'il est au cœur de trafics d'armes pour ce groupe criminel, la DGSE lui a facilité une opération de convoyage par route et par bateau jusqu'à Tanger (Maroc) d'une Audi bourrée d'armes, d'explosifs et d'argent destinés au GIA algérien. Avec le recul du temps et son vécu au sein de ces groupes pour la DGSE, Nasiri s'est interrogé sur le fait de savoir si cette opération n'a pas servi en réalité à préparer l'attentat à la voiture piégée du 30 janvier 1995 devant le commissariat central d'Alger, boulevard Amirouche : « Les rues étaient pleines de gens se préparant pour le Ramadhan qui commençait le lendemain. Il y eut plus de quarante morts et des centaines de blessés, dont beaucoup de femmes et d'enfants. J'ignore si ce sont ces explosifs que j'ai fait entrer au Maroc qui ont servi dans cet attentat. Je ne le saurai jamais. Le GIA avait de nombreux fournisseurs, mais je ne peux m'empêcher de repenser à l'urgence qui entourait ce voyage (...) L'opération avait-elle été montée en vue de cet attentat ? » écrit-il dans son livre-témoignage qu'il a publié aux éditions Flammarion sous le titre *Au cœur du djihad*. Non seulement la DGSE n'a rien fait pour empêcher cette opération, mais elle l'a favorisée en demandant à son agent de la piloter et de l'informer régulièrement de son déroulement. Elle l'a même aidé à franchir les douanes marocaines et a procédé à son rapatriement depuis le Maroc où ses « frères » l'avaient, semble-t-il, quelque peu délaissé. Le témoignage qu'il rapporte est précis et, je pense, bien réel, ainsi que j'ai pu le constater en empruntant la même route à plusieurs reprises. C'est cette même route que suivent aujourd'hui les jeunes

recrutés par les Frères musulmans pour aller servir de « chair à canon » en Afrique du Nord ou en Syrie. Ils viennent de Belgique, de France et d'Espagne, descendent jusqu'aux ports espagnols d'Algésiras et de Tarifa et embarquent pour Tanger. Là, des facilitateurs les conduiront ensuite vers des villes du Maroc, des pays de l'Afrique du Nord (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad) ou la Libye et la Syrie via la Turquie.

15 décembre 2015

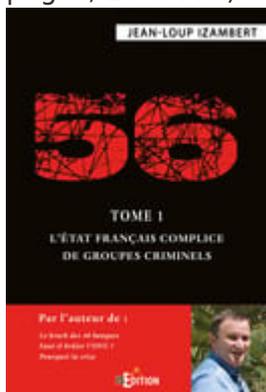
Jean-Loup Izambert

Interview réalisée par Mohamed El-Ghazi

Voir :

[L'État français complice de groupes criminels](#), publié le 19 octobre 2015

Le livre L'État français complice de groupes criminels est disponible aux formats papier (386 pages, 20 € TTC) et numériques (formats ePub, Mobi et PDF).



Dirigeants politiques et hauts fonctionnaires à la tête de l'État français, ils soutiennent des criminels et terroristes.

Hier, ils ont protégé certains d'entre eux des recherches d'Interpol, aujourd'hui ils en soutiennent d'autres pour renverser le gouvernement syrien.

De la « génération Mitterrand » à la « république exemplaire » de François Hollande, en passant par celle de Nicolas Sarkozy, 56 d'entre eux sont impliqués.

Voici comment.

Vous pouvez retrouver le livre sur la librairie (<http://www.is-ebooks.com/produit/108/9782368450871/56%20-%20T1>), avec la possibilité de télécharger l'extrait ou de le feuilleter en ligne en cliquant sur la couverture.

Pour le Québec, le livre est également disponible en version numérique sur

[Amazon.ca](#)

(http://www.amazon.ca/56-fran%C3%A7ais-complice-groupes-criminels-ebook/dp/B015QI5MKS/ref=sr_1_1?s=digital-text&ie=UTF8&qid=1445257145&sr=1-1)

et en version papier sur

[Amazon.fr](#)

(http://www.amazon.fr/56-fran%C3%A7ais-complice-groupes-criminels/dp/2368450866/ref=sr_1_1_twi_pap_1?ie=UTF8&qid=1445257691&sr=8-1&keywords=izambert)

La source originale de cet article est [Algérie Patriotique](#)

Copyright © [Jean-Loup Izambert](#) et [Mohamed El-Ghazi](#), [Algérie Patriotique](#), 2015

Articles Par : [Jean-Loup Izambert](#) et [Mohamed El-Ghazi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca